

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher  
49 bis rue Laplace  
41000 BLOIS

BLOIS, le 22/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **MINIER SAS**

Naveil  
BP 40086  
41100 Vendôme

Références : 2022/1263  
Code AIOT : 0010003350

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2022 dans l'établissement MINIER SAS implanté lieu-dit "Le Haut Moron" 41500 Maves.  
L'inspection a été annoncée le 04/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MINIER SAS
- Le Haut Moron 41500 Maves
- Code AIOT : 0010003350
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière MINIER SAS sise sur le territoire des communes de Conan et de Maves est une carrière de calcaire.

Elle est autorisée par les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2014.184.0002 du 3 juillet 2014 pour une durée de 30 ans.

La production maximale annuelle autorisée est de 400 000 tonnes pour une moyenne de 280 000 tonnes.

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- conditions d'exploitation /capacité de production
- bornage, information des tiers
- protection des eaux souterraines
- surveillance des émissions de poussières et des niveaux sonores

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.3.4.1	/	Sans objet
10	Autosurveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 9.2.7.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 1.2.3	/	Sans objet
2	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.2.1	/	Sans objet
3	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.2.2	/	Sans objet
4	Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.3.2	/	Sans objet
6	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.6.1	/	Sans objet
7	Déchets	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, Chapitre 5.1	/	Sans objet
8	Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 7.3.1.3	/	Sans objet
9	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 7.4.5	/	Sans objet
11	Emissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, articles 19.5 et 19.6	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Nature des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Matériaux extraits et quantités autorisées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matériaux extraits sont du calcaire. La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière est de 400 000 tonnes/an (avec une moyenne de 280 000 tonnes/an). La quantité maximale traitée dans l'installation de premier traitement est de 400 000 tonnes/an.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Dans sa déclaration GERE pour l'année 2021, l'exploitant a déclaré une production de calcaire de 339 325 tonnes. Pour cette même année la quantité de stériles générés est de 111 000 tonnes. La quantité totale extraite pour l'année 2021, comprenant les stériles, est donc de 450 325 tonnes. Pour l'année 2022, à la date du 18/10/2022 l'exploitant a déclaré que 298 000 tonnes de calcaire ont déjà été vendues.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Gestion de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Information des tiers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Il existe à l'entrée principale du site un panneau qui indique l'identité de l'exploitant, les horaires d'ouverture de la carrière, les références de l'arrêté d'autorisation du site, l'objet des travaux (carrière de calcaire de Pontijou), et l'indication que le plan de remise en état du site est consultable aux mairies de Maves et Conan.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Gestion de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, bornage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none"><li>• des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,</li><li>• le cas échéant, des bornes de nivellement.</li></ul> Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté. Il est simplement fait remarquer à l'exploitant que la mise en place d'une borne de nivellement ou d'un repère fixe coté en altimétrie, situé à proximité du secteur en exploitation, serait utile à l'exploitation pour vérifier régulièrement la cote du carreau de la carrière.
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas de borne de nivellement sur le site. Lors de l'inspection les bornes cherchées (au nombre de 10) permettant de délimiter le périmètre autorisé de la carrière ont toutes été trouvées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Conduite de l'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Décapage des terrains
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Aucune extraction ne doit avoir lieu sans décapage préalable de la zone concernée. Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. Le dépôt des horizons humifères ne doit pas avoir une hauteur supérieure à 2 m afin de lui conserver ses qualités agronomiques [...].
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Un décapage est systématiquement réalisé avant toute opération d'extraction. Sur le plan d'exploitation de l'année 2021 (levé au 14/12/2021) il apparaît que les zones découvertes (décapées) sont limitées aux besoins d'exploitation (secteur restreint situé devant le front d'extraction). Les terres végétales et les stériles sont stockés séparément. Les stériles sont utilisés en sous couche pour le remblaiement et les terres végétales disposées en merlons (en limite du périmètre autorisé et en protection dans les secteurs en extraction) dont la hauteur ne dépasse pas 2 mètres pour les merlons récemment constitués (2 merlons anciens, antérieurs à l'autorisation de 2014, ont une hauteur supérieure à 2 mètres : 1 en limite sud de la parcelle n°20 (enclave dans le périmètre autorisé) et 1 à l'entrée du site (butte paysagère).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Conduite de l'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.3.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Extraction à sec
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Le carreau de la carrière a pour cote minimale 107,9 m NGF pour les parties exploitées à compter de la notification du présent arrêté. Pour mémoire l'article III.4.D.a de l'arrêté n°02-3521 du 22 août 2002 fixait la cote du carreau à 106 m NGF.  En tout état de cause le fond de fouille doit toujours se situer à au moins 1 m NGF au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues.</p>
<p><b>Constats :</b> La plan d'exploitation de l'année 2021 (levé au 14/12/2021) ne permet pas de vérifier précisément le respect de la cote du carreau de la carrière, fixée à 107,9 m NGF, dans la mesure où les 3 seuls points permettant de faire cette vérification sont groupés, et tous situés en pied de remblai ( pas de points de niveau sur la surface de l'emprise du carreau).</p>
<p><b>Observations :</b> Sur le plan d'exploitation de l'année 2021 (levé au 14/12/2021), les points de niveau du carreau de la carrière, au nombre de 3, très proches les uns des autres et situés en pied de remblai, ont une altimétrie supérieure à 107,9 m NGF (le point le plus bas est à 108,0 m NGF). Cependant, comme aucun point ne se trouve situé au milieu du carreau, le respect de la cote de 107,9 m NGF n'est pas complètement vérifiable. Il conviendrait pour le plan d'extraction de 2022 de positionner plusieurs points de niveau sur l'emprise du carreau (et non simplement en pied de remblai).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Intégration dans le paysage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 2.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les installations dans le paysage. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.  L'exploitant prend également les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, boues....  La carrière est équipée d'un dispositif de lavage de roues des engins. Ce dispositif est placé à la sortie du site.</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<p><b>Observations :</b> Les bâtiments et installations sont correctement entretenus. L'exploitant a précisé que l'entretien des espaces verts (accès au site, branchage) ainsi que des merlons périphériques est confié à des entreprises extérieures.  La carrière est équipée d'un laveur de roues qui, selon l'exploitant, fonctionne toute l'année. Le dispositif était en fonctionnement le jour de l'inspection.  Pour limiter les envols de poussières depuis les pistes, notamment par temps sec, la carrière est équipée d'un camion arroseur (tonne à eau).  L'accès à la carrières est réalisé, depuis la RD n°924, en matériaux enrobés. L'exploitant a précisé que cet enrobé, qui présente quelques nids de poule comblés avec du calcaire, pourrait être prochainement complètement refait, et que le réaménagement de l'entrée du site pourrait être revu à l'occasion de ces travaux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article Chapitre 5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des déchets d'extraction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li> <li>• la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li> <li>• en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li> <li>• la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li> <li>• le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;</li> <li>• les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li> <li>• en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li> <li>• une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;</li> <li>• les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.</li> </ul> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<p><b>Observations :</b> L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. La dernière version de ce plan est de février 2022. Le plan reprend, en tant que de besoin, les items prescrits.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Infrastructures et installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 7.3.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès à la voirie publique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès à la voirie publique doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> L'accès à la carrière en venant de Blois se fait en empruntant un dispositif de tourne à gauche, équipé en sortie d'un panneau "cédez le passage". La sortie du site au niveau de la jonction avec la RD n°924, est également équipée d'un panneau "cédez le passage". En outre, de part et d'autre de la jonction précitée il existe sur la RD n°924 des panneaux de danger portant la mention "sortie de carrière". A l'entrée du site un panneau destiné à orienter les particuliers est présent. Enfin, un panneau stop est placé en sortie de l'aire réservée aux particuliers et au stationnement des véhicules du personnel, juste un peu avant le portail d'entrée/sortie de la carrière
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Prévention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 7.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ravitaillement et entretien des engins
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Dans le prolongement de l'atelier, à l'ouest de ce dernier, le site dispose d'une aire bétonnée destinée à l'entretien et au ravitaillement des engins sur pneus. Cette aire en forme de pointe de diamant est équipée d'un avaloir (regard avec grille) central relié à un séparateur d'hydrocarbures. L'exutoire du séparateur, équipé d'une vanne de fermeture, rejoint une dépression située sur l'emprise de la carrière. A noter que le séparateur est également destiné à traiter les éventuels écoulements accidentels de carburant qui proviendraient du camion ravitailleur qui stationne dans l'atelier. Un dispositif en forme de caniveau situé à l'entrée de l'atelier est prévu pour servir de réceptacle à ces écoulements.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 10 : Autosurveillance des niveaux sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/07/2014, article 9.2.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures périodiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les premières mesures sont réalisées au cours des trois premiers mois suivant la notification du présent arrêté, puis, la fréquence des mesures est trisannuelle. De nouvelles mesures sont également réalisées dès lors que les circonstances l'exigent (notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées). Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ces contrôles sont effectués par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.
<b>Constats :</b> Dans les mesures de bruit réalisées le 10 juin 2020, l'emplacement retenu pour la mesure en limite de site ne correspond pas à celui fixé par l'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière, il convient de refaire une mesure au bon emplacement.
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté le rapport des dernières mesures de bruit réalisées le 10 juin 2020 par le bureau d'études Axylis. Dans ce rapport il est noté que les avant-dernières mesures sont de l'année 2017. Dans les deux ZER identifiées, identiques à celles figurant sur la plan annexé à l'arrêté préfectoral d'autorisation, les résultats obtenus mettent en avant une émergence nulle et donc une conformité réglementaire. Concernant la mesure en limite de site, le rapport fait également état d'une conformité réglementaire. Cependant, la localisation du point de mesure (au plus près du secteur en exploitation) ne correspond pas à celle fixée par l'arrêté d'autorisation (plan annexé) qui prévoit une mesure au plus près des installations de traitement des matériaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5 et 19.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, campagnes de mesures de retombées de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières [...]</p> <p>Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;</li> <li>- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;</li> <li>- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).</li> </ul> <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<p><b>Observations :</b> Le site est équipé de 2 stations de mesures (jauges 2 et 3) placées sous les vents dominants (c) [ pas de station de mesure de type (b)] et d'une station témoin (jauge 1) au nord-ouest du site.</p> <p>Dans le dernier rapport de mesures en date de septembre 2022 il ressort que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- jusqu'à février 2020, 8 campagnes ont été réalisées, avec pour chacune d'elle des résultats sous la valeur de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour, la fréquence des campagnes est donc devenue semestrielle à partir d'août 2020.</li> <li>- depuis le début des mesures les moyennes glissantes sur les jauges 1 (témoin) et 2 sont toujours restées sous le seuil réglementaire.</li> <li>- pour la jauge n°3, la moyenne glissante est passée au dessus du seuil réglementaire (570 mg/m<sup>2</sup>/jour pour une limite à 500 mg/m<sup>2</sup>/jour ) depuis la mesure de février 2022, l'exploitant imputant ce dépassement à des vents importants enregistrés lors de la campagne de mesures (conditions exceptionnelles), il a donc poursuivi comme la réglementation le lui permet les campagnes selon une fréquence semestrielle .</li> <li>- toujours pour la jauge n°3, la mesure d'août 2022 a enregistré un nouveau dépassement du seuil (moyenne glissante de 595 mg/m<sup>2</sup>/jour) puisque la moyenne glissante prend en compte la valeur exceptionnelle de février 2022 mesurée sur la jauge 3 (1044 mg/m<sup>2</sup>/jour).</li> </ul> <p>La prochaine mesure étant programmée en février 2023, l'exploitant précise dans son rapport que si les moyennes glissantes recalculées à partir du prélèvement de février 2023 ne repassent pas sous le seuil réglementaire, les fréquences de mesures redeviendront trimestrielles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet